

Candidature au poste de juge de la CPI – Iulia Antoanella Motoc

NOM DE FAMILLE :	MOTOC	
PRÉNOM :	Iulia	
DEUXIÈME PRÉNOM :	Antoanella	
SEXE :	Femme	
DATE DE NAISSANCE :	20 août 1967	
NATIONALITÉ :	Roumanie	
CRITÈRES RÉGIONAUX :	Europe orientale	
SECONDE NATIONALITÉ : (LE CAS ECHEANT)	N/A	
ÉTAT CIVIL :	mariée	
LISTE A/LISTE B :	Liste B	
LANGUES	Langue maternelle: Roumain	
- ANGLAIS	(à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Confirmé
- FRANÇAIS	(à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Confirmé
- AUTRES	Espagnol: (à l'écrit) Intermédiaire	(à l'oral) Intermédiaire
	Italien: (à l'écrit) Intermédiaire	(à l'oral) Intermédiaire
QUALIFICATIONS ACADÉMIQUES :		
DATE, ETABLISSEMENT, DIPLOME(S) OBTENU(S) (EN COMMENÇANT PAR LE PLUS RECENT)		
- VEUILLEZ COPIER/COLLER LES ENTREES SI NECESSAIRE		
09/2004 - 06/2007		
- Institution:	Université de Yale, Faculté de droit, Orville Center for International Human Rights	
- Diplôme obtenu:	Études post doctorales, Bourse Senior Schell, Recherche sur la justice pénale transitionnelle	
06/1996 – 02/1999		
- Institution:	Université de Bucarest, Faculté de philosophie	
- Diplôme obtenu:	Doctorat en philosophie morale (thèse: L'éthique dans les relations internationales - Sources de la philosophie politique et morale)	
09/1997 – 05/1998		
- Institution:	Université Paris XI, Faculté « Jean Monnet »	
- Diplôme obtenu:	Habilitation à diriger des recherches (HDR) en droit	
09/1991 - 06/1996		
- Institution:	Université « Paul Cézanne » Aix-Marseille III, Faculté de droit	
- Diplôme obtenu:	Doctorat en droit international public (thèse: L'interprétation des exceptions de	

	l'article 2 par. 4 de la charte de l'ONU par le Conseil de sécurité; mention « très bien » avec les félicitations du jury)
06/1995	
- Institution:	Ministère de la Justice de la Roumanie
- Diplôme obtenu:	Enregistrement final de l'examen de juge en droit pénal et civil
10/1990 - 09/1991	
- Institution:	Université « Paul Cézanne » Aix-Marseille III, Faculté de droit
- Diplôme obtenu:	Master (DEA) en droit international public
09/1985 - 05/1989	
- Institution:	Université de Bucarest, Faculté de droit
- Diplôme obtenu:	Licence de droit (note globale : 9,93/10 ; sujet de mémoire en droit pénal (10/10)).
09/1981 - 06/1985	
- Institution:	Lycée « Gheorghe Lazar » mathématiques et physique, Bucarest
- Diplôme obtenu:	Baccalauréat en mathématiques et physique
EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE :	
DATE, EMPLOYEUR, INTITULE DU POSTE, AUTRES INFORMATIONS (EN COMMENÇANT PAR LE PLUS RECENT)	
- VEUILLEZ COPIER/COLLER LES ENTREES SI NECESSAIRE	
- VEUILLEZ INDIQUER LA PERTINENCE DE L'EXPERIENCE PAR RAPPORT A LA CANDIDATURE PRESENTEE SOUS LA LISTE A OU B, LE CAS ECHEANT	
Je suis une juge avec 20 ans d'expérience, au niveau national et international. J'ai été élue experte à l'ONU, au Conseil de l'Europe et à l'Union européenne dans les domaines des droits de l'homme, droit humanitaire et droit pénal international et, plus important pour la CPI, j'ai été rapporteuse de l'ONU pour la République Démocratique du Congo. J'ai travaillé en tant qu'experte élue en droits de l'homme et droit humanitaire dans différentes organisations internationales pendant 18 ans: Nations Unies, Conseil de l'Europe, Union Européenne, y inclus dans des missions difficiles de terrain. J'ai été professeure d'université en Roumanie et à l'étranger pendant 28 ans. J'ai enseigné dans mon pays et à l'étranger, sur trois continents. Je suis autrice de plus de 80 publications. J'ai été élue membre de l'Institut de Droit International en 2021 (institut décerné Prix Nobel de la Paix). Je connais bien le droit civil et le droit de common law. Je suis experte dans les violences contre les femmes et les enfants. Désignée pour la liste B, mais elle sera également éligible pour la liste A.	
12/2013 - aujourd'hui	
- Employeur :	Cour européenne des droits de l'homme
- Intitulé du poste:	Juge
• -Autres informations:	En tant que juge à la Cour EDH pendant plus de 9 ans, j'ai siégé dans plus de 2 500 affaires, dont plus de 1 500 affaires de droit pénal (dont j'ai présidé plus de 700 affaires). J'ai également participé à plusieurs affaires concernant des chefs de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, telles que Drelingas c. Lituanie (n° 28859/16, 12 mars 2019), qui concernait une condamnation pour crime de génocide commis à l'époque soviétique. J'ai siégé comme juge dans les affaires de Grande Chambre suivantes : Sargsyan c. Azerbaïdjan ([GC], n° 40167/06, 16 juin 2016) et Chiragov et autres c. Arménie ([GC], n° 13216/05, 16 juin 2016), qui concernaient toutes deux des violations massives des droits de l'homme dans la région du Haut Karabakh et soulevaient des questions complexes quant à la juridiction de l'État défendeur, au sens de l'article 1 de la CEDH, sur la région du Haut Karabakh et les territoires occupés environnants ; Jaloud c. Pays Bas ([GC], n° 47708/08, 20 novembre 2014), concernant les tirs de troupes

néerlandaises ayant entraîné la mort d’Azhar Sabah Jaloud aux premières heures du 21 avril 2004 à un poste de contrôle en Irak; Ukraine et Pays-Bas c. Russie ([GC] (déc.), n°s 8019/16 et autres, 30 novembre 2022), concernant des faits intervenus dans les régions de Donetsk et de Louhansk, dans le Donbass, en Ukraine orientale, et qui ont commencé au printemps 2014.

Pendant mon mandat à la Cour EDH, j’ai siégé dans différentes affaires portant sur des violences contre des femmes (par exemple, Balsan c. Roumanie, n° 49645/09, 23 mai 2017) et des enfants (D.M.D. c. Roumanie, n° 23022/13, 3 octobre 2017). Dans l’affaire Kurt c. Autriche ([GC], n° 62903/15, 15 juin 2021), la question principale était l’absence alléguée de mesures de protection adéquates à l’encontre d’un père accusé de violences domestiques et interdit de domicile, qui avait par la suite tué son propre enfant (même si, avant l’homicide, il n’y avait aucun risque réel et immédiat décelable pour la vie de l’enfant).

J’ai examiné plusieurs affaires portant sur des principes fondamentaux du droit pénal, tels que le principe non bis in idem (Mihalache c. Roumanie [GC], n° 54012/10, 8 septembre 2019), nullum crimen, nulla poena sine lege, le droit de toute personne accusée à l’assistance d’un avocat et les conditions dans lesquelles l’accès à un avocat lors d’un interrogatoire de police peut être retardé en raison d’une menace exceptionnellement grave et imminente qui pèse sur la sécurité publique (Ibrahim et autres c. Royaume-Uni [GC], n°s 50541/08 et autres, 13 septembre 2016). Ces affaires m’ont permis d’acquérir plus d’expérience dans les domaines du droit pénal et international, que je considère comme particulièrement importants pour le travail d’un juge de la CPI.

En 2017, j’ai été élue présidente du Comité sur le statut des juges, qui est chargé d’établir les principes de la déontologie judiciaire. Sous ma présidence, le Comité a proposé de nouvelles lignes directrices en matière de déontologie judiciaire, qui ont par la suite été adoptées par la Cour en session plénière. Cette expérience revêt une importance particulière pour la CPI, compte tenu de la réforme du système du Statut de Rome qui a eu lieu en 2020. J’ai été rapporteuse d’un rapport fondamental sur le statut des juges, et d’un rapport sur la situation des juges postérieurement à leur mandat. Ce dernier rapport est maintenant examiné par le Comité des Ministres du Conseil de l’Europe et pourrait également être pertinent pour la CPI.

En 2015, j’ai créé le Groupe de droit international public à la Cour EDH, qui vise à créer des passerelles très utiles entre des professeurs d’université (qui sont invités à parler), des juges et des membres du greffe de la Cour. Un système similaire d’invitation de professeurs d’université existe aussi à la CPI, qui est consciente de l’importance de ce dialogue.

J’ai également été un membre actif du Groupe de droit pénal, qui a eu de nombreux échanges avec la CPI. Appartenir à ce groupe a été pour moi une bonne occasion de me familiariser avec le droit pénal du common law.

J’ai été « personne de contact » pour les relations entre la Cour EDH et les États qui ne sont pas parties à la Convention. En cette qualité, j’ai organisé plusieurs réunions entre la Cour EDH et plusieurs cours suprêmes, particulièrement d’Afrique, d’Asie et d’Amérique du Sud. Il s’agit là d’une expérience supplémentaire de travail dans un environnement multiculturel, pertinente dans le contexte de la CPI.

J’ai enfin rédigé des opinions séparées (qui peuvent être consultées sur le site internet de la Cour EDH, Hudoc) dans les domaines du droit international, du droit de la responsabilité des États et du droit pénal international. Dans ces opinions, j’ai abordé la notion de « contrôle effectif », la nécessité d’éviter la fragmentation en droit, et les moyens de lutter contre la violence contre les femmes et la traite des femmes.

- Employeur: Cour constitutionnelle de Roumanie
 - Intitulé du poste: Juge
 - -Autres informations: La Cour constitutionnelle statue sur les exceptions d'inconstitutionnalité des lois et ordonnances soulevées devant les tribunaux ou les tribunaux d'arbitrage commercial. Statuer sur des exceptions d'inconstitutionnalité suppose une connaissance exhaustive du droit roumain, inspiré de la tradition du droit civil, notamment du droit pénal, du droit civil, du droit du travail et du droit financier. J'ai été juge rapporteur spécialisée dans les affaires exigeant une connaissance approfondie du droit international et du droit des droits de l'homme, dans le règlement des litiges constitutionnels, ainsi que dans les litiges « a priori », couvrant un large éventail de législation, notamment le droit électoral, le droit pénal, le droit civil, la révision de la Constitution, et l'indépendance du pouvoir judiciaire. J'ai également rédigé des opinions séparées dans le domaine du droit international et des rapports entre droit international et droit interne. Être membre de formations de jugement dans plus de 2 000 affaires portant sur le droit pénal a été une expérience importante pour moi. Pendant que je siégeais à la Cour constitutionnelle, un nouveau code pénal a été adopté, et nombre des affaires que j'ai eu à examiner concernaient donc des exceptions d'inconstitutionnalité résultant du nouveau code pénal.
- J'ai pris l'habitude de travailler sur un très grand nombre d'affaires, environ 10 000 par an, et souvent sous pression, ce qui suppose de travailler en permanence, y compris les week-ends.
- Lorsque j'y siégeais comme juge, la Cour constitutionnelle a également fait l'objet de nombreuses attaques politiques, voire de menaces, auxquelles j'ai pris l'habitude de résister.
- J'ai représenté la Cour constitutionnelle lors de différents événements et congrès de cours constitutionnelles sur plusieurs continents.

2019 - aujourd'hui

- Employeur: Académie de droit international de La Haye
- Intitulé du poste: Professeure invitée de droit international, session de 2024

1995 - aujourd'hui

- Employeur: Université de Bucarest
 - Intitulé du poste: Professeure de droit international public
 - -Autres informations: Professeur de droit (2002-présent), (1998-2002), lectrice (1997-1998), vice doyenne chargée de la recherche, maître de conférences (1997-1998), secrétaire scientifique (1996 2002), maître-assistante (1995-1997), position titulaire (1995-présent).
- Enseignement à des étudiants de premier, deuxième et troisième cycles et supervision de thèses de doctorat dans les domaines du droit international public, du droit des droits de l'homme et du droit pénal international.

01/2007 - 12/2013

- Employeur: Nations unies
- Intitulé du poste: Membre du Comité des droits de l'homme ; rapporteuse et membre du Bureau (2010 2012) ; vice-présidente (2012-2013)
- -Autres informations: Le Comité des droits de l'homme de l'ONU est un organe quasi judiciaire créé par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et son premier Protocole facultatif. J'ai été l'un des experts parmi les 18 membres du comité pendant 7 ans. J'ai examiné plus de 70 rapports d'États concernant la mise en œuvre des droits civils et politiques et adressé des recommandations aux États concernés.

J'ai en outre été membre du Groupe de travail des communications et examiné plus de 100 plaintes individuelles dans des domaines tels que le droit à la vie, les disparitions forcées et d'autres violations massives des droits de l'homme qui relèvent également de la compétence de la CPI. Au sein du Comité des droits de l'homme de l'ONU, j'ai exercé un poste de direction en tant que vice présidente et j'ai été personne de contact avec les ONG. J'ai travaillé en contact étroit avec les victimes.

Une fois encore, le Comité des droits de l'homme de l'ONU m'a donné l'occasion de travailler avec le système du common law et le système de droit civil, également dans un environnement multiculturel.

11/2001 - 04/2004

- Employeur: Nations unies
 - Intitulé du poste: Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour la République Démocratique du Congo
 - -Autres informations: En tant que rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme j'ai fait de nombreuses visites en République Démocratique du Congo et dans les pays avoisinants entre 2001 et 2004. Je considère que ces contacts avec des victimes sur le terrain constituent l'un des aspects les plus importants pour comprendre le travail de la CPI. J'ai visité les villes de Kinshasa, Kisangani, Bunia, Bukavu, Kindu et Lubumbashi. Ces années ont été marquées en République Démocratique du Congo par des violations massives des droits de l'homme, que j'ai décrites comme des crimes internationaux.
- Les entretiens que j'ai réalisés avec des enfants soldats à Bunia et Kindu ont montré que la plupart d'entre eux avaient subis des mauvais traitements et des actes de torture. La majorité des filles avaient subi des violences sexuelles. Les récits de guerre des enfants étaient terrifiants : placés en première ligne, ils ont été forcés de tuer, de violer et de piller.
- À l'occasion de mes trois séjours en République Démocratique du Congo, j'ai pu rencontrer de nombreuses femmes victimes de violences sexuelles. Les femmes étaient soumises à une grande cruauté lorsqu'elles étaient violées. La plupart des femmes violées ont subi des mutilations physiques.
- J'ai rencontré plusieurs femmes qui avaient été violées à plusieurs reprises après avoir été enlevées par divers groupes armés. La plupart d'entre elles étaient gravement malades et rejetées par leur famille, souvent sous la pression de leur communauté.
- J'ai considéré qu'il était absolument vital que les victimes reçoivent une réparation qui comprenne une indemnisation, une satisfaction et des garanties de non répétition. La réparation intégrale du préjudice subi par les victimes de violations massives des droits de l'homme est le seul moyen de garantir leur réinsertion dans la société.
- Je me suis rendue à La Haye à plusieurs occasions, et j'y ai rencontré le Procureur de la CPI et ses collègues. J'ai salué la décision du Procureur de la CPI de faire de la République Démocratique du Congo le premier État à faire l'objet de ses investigations et j'ai dit que cette décision garantirait que la justice soit faite dans le conflit international le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale.
- Mes rapports ont été cités par le Procureur de la CPI, dans les mémoires présentés par la République Démocratique du Congo devant la CPI, par différents organes de l'ONU, par des ONG et par des universitaires.

01/2003 - 06/2004

- Employeur: Université de New York, Faculté de droit
- Intitulé du poste: Bourse Senior Jean Monnet, Bourse Fulbright, et maître de conférences

- Autres informations:	Cours : « Droit international et démocratie » et « Histoire et théorie du droit international »
2012 - 2013	
- Employeur:	Centre sur la justice et le droit international dans un monde global, Institut de recherche en droit international et européen, Sorbonne, IREDIES
- Intitulé du poste:	Professeure-chercheuse en droit international
09/2007 - 12/2013	
- Employeur:	Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation (Venise)
- Intitulé du poste:	Directrice (Roumanie), Master européen en droits de l'homme et démocratisation
2010 - 2012	
- Employeur:	Agence des Droits Fondamentaux de l'Union européenne (FRA)
- Intitulé du poste:	Membre du conseil d'administration
- Autres informations:	La FRA est un centre indépendant de référence et d'excellence au service de la promotion et de la protection des droits de l'homme dans l'UE. Elle contribue à défendre les droits fondamentaux de toutes les personnes vivant dans l'UE. Le conseil d'administration est chargé de définir les priorités de l'Agence, d'établir le budget et de suivre le fonctionnement de l'Agence. En particulier, le conseil d'administration: - adopte le programme de travail annuel de l'Agence; - adopte les rapports annuels de l'Agence; - nomme (et, le cas échéant, révoque) le directeur de l'Agence; - adopte le projet de budget annuel et le budget définitif de l'Agence, ainsi que les règles financières applicables à l'Agence; - nomme et révoque les membres du comité scientifique.
09/2007 - 06/2008	
- Employeur:	Institut diplomatique du ministère roumain des Affaires étrangères
- Intitulé du poste:	Professeure invitée
06/1998 - 05/2008, 06/2008 - 05/2012	
- Employeur:	Conseil de l'Europe
- Intitulé du poste:	Membre du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales
- Autres informations:	Le 1er février 1998, la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, premier traité multilatéral juridiquement contraignant sur la protection des minorités, est entrée en vigueur. J'ai été membre de cet organe dès le début et pendant dix ans. En tant que membre du Comité consultatif, j'ai fait plusieurs visites dans les États membres, où je me suis entretenue avec les représentants des minorités et les gouvernements. Il s'agissait de visites très importantes puisque nous avons la possibilité de parler avec des victimes et de voir quelles étaient les conditions de vie des minorités. Nous avons ensuite rédigé des projets d'avis soumis au Comité consultatif en réunion plénière et adoptés par lui. Pendant les dix années de mon mandat, j'ai fait de nombreuses visites et participé à l'adoption de 80 rapports.
08/2004 - 06/2007	
- Employeur:	Nations unies
- Intitulé du poste:	Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et la génétique
- Autres informations :	Premiers rapports de l'ONU dans le domaine de la génétique

1996 - 06/2007

- Employeur: Nations unies
- Intitulé du poste: Présidente (2000-2001) ; membre (2000-2007) ; suppléante (1996-2000) de la Sous-commission des Nations unies de la promotion et de la protection des droits de l'homme
- -Autres informations: Il a été l'un des organes des plus importants dans le domaine des droits de l'homme. Environ mille ONGs participaient aux sessions d'été. J'ai eu l'opportunité de discuter et échanger avec des ONGs du monde entier. En même temps, de nombreuses victimes des violations de droits de l'homme participaient aux sessions et dans les groupes de travail. J'ai eu la chance de discuter avec de nombreuses victimes de tous les continents. En ma qualité de membre du Groupe de travail contre les formes contemporaines d'esclavage, j'ai parlé avec de nombreuses victimes d'assauts sexuel et du trafic. Rédactrice de rapports sur des violations massives des droits de l'homme; membre du Groupe de travail sur les formes extrêmes de la pauvreté et les droits de l'homme (2003-2006); présidente du Groupe de travail sur l'administration de la justice (2002-2006); membre du Forum social des Nations unies (2005); membre du Groupe de travail sur les populations autochtones (2000-2004); membre du Groupe de travail sur les formes contemporaines de l'esclavage (1999 2000, 2003).
J'ai été co-auteur avec des ONGs du Working Paper on Free, Prior and Informed Consent of the Indigenous People, document qui a été incorporé dans la Déclaration ONU pour les populations autochtones et lequel est cité par les Etats, ONGs et institutions académiques.
J'ai été co-auteur du Guide ONU des principes concernant la pauvreté extrême, avec des mission de terrain au Japon, Brésil, Malaisie, Inde.
Au milieu des années 1970, la Convention sur le génocide n'avait pas été ratifiée par tous les membres du Conseil de sécurité et semblait moribonde après vingt ans d'inaction. Les membres de la Sous Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ont décidé d'étudier la question et lancé un certain nombre d'initiatives au cours de la décennie suivante, notamment la publication du rapport Ruhashyankiko en 1978 et du rapport Whitaker en 1985 et les principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire (v. la résolution 60/147 de l'Assemblée Générale).

07/2006

- Employeur: Académie européenne des droits de l'homme, Institut universitaire européen, Florence
- Intitulé du poste: Professeure invitée

09/2002 - 06/2003

- Employeur: Institut diplomatique du ministère roumain des Affaires étrangères
- Intitulé du poste: Directrice scientifique
- Autres informations: Formulation des premiers programmes postcommunistes d'enseignement de l'Institut diplomatique ; sélection des professeurs de l'Institut ; titulaire du cours droit international public.

08/2001 - 08/2003

- Employeur: Université St Thomas, Miami
- Intitulé du poste: Professeure invitée et titulaire du cours de master sur « les droits de l'homme et les Nations unies »

04/1990 - 12/1995

- Employeur: Tribunal du deuxième arrondissement de Bucarest
- Intitulé du poste: Juge au tribunal d'arrondissement de Bucarest pour des affaires pénales et civiles
- Autres informations: Présider et rédiger des affaires pénales complexes, en particulier avec des femmes et des enfants comme victimes

09/1989 - 04/1990

- Employeur: Tribunal de Giurgiu
- Intitulé du poste: Procureur
- Autres informations: Poursuivre les infractions sexuelles graves contre des femmes et des enfants et défendre les victimes

AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES PERTINENTES:

- Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire

2008 - 2015

Activité: Arbitre et conciliatrice, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

2013

Activité: Maître de conférences, Université de Strasbourg

2010 - 2012

Activité: Membre du comité directeur, Conseil national d'accréditation et d'attestation, Droit, Roumanie

2008

Activité: Membre de la International Commission of Jurists, Genève

2007

Activité: Professeure invitée sur « la violence contre les femmes », Université de Tokyo

2007

Activité: Maître de conférences, Master européen en droits de l'homme, Venise

2000 - 2002

Activité: Présidente, Association pour le Prix Femmes d'Europe, Roumanie

01/1999 - 06/1999

Activité: Chercheuse, Bourse Mellon, Thème de recherche: État de droit et droits de l'homme, Institut pour les sciences humaines, Vienne

1999

Activité: Maître de conférences, Université Libre de Bruxelles

1998

Activité: Maître de conférences, Université du Michigan

1996 - 1998

Activité: Maître de conférences, Université Paris XI

1997 - 1998

Activité:

Maître de conférences, Université Catholique de Milan

PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES

Auteur de plus de 80 livres, chapitres de livres et articles

Livres :

- Women in Public International Law (Les femmes en droit international public), Springer, New York, à paraître en 2023.
- Démocratie et pluralisme en droit international. Vue de l'Est, Collection Doctrines, Pedone, Paris (avec un avant propos du juge A. A. Cancado Trindade et de Lauri Malksoo), à paraître
- Migration and the European Convention on Human Rights (Les migrations et la Convention européenne des droits de l'homme), Oxford University Press, Oxford, 2021 (dir.)
- The Rule of Law in Europe: Recent Challenges and Judicial Responses (L'état de droit en Europe: défis récents et réponses judiciaires), Springer, New York City, 2021 (dir.)
- Regards croisés sur la protection nationale et internationale des droits de l'homme, Mélanges en l'honneur de Guido Raimondi, Wolf Legal Publishers, 2019 (dir.)
- Justice et droits de l'homme, Pedone, Paris, 2019 (dir.)
- The European Convention on Human Rights and General International Law (La Convention européenne des droits de l'homme et le droit international général), Oxford University Press, Oxford, 2018 (dir.)
- Human rights in global world (Les droits de l'homme dans un monde globalisé), Mélanges en l'honneur du juge Lopez Guerra, Wolf Legal Publishers, Oisterwijk, 2018 (dir.)
- New developments in Constitutional Law (Nouveaux développements en droit constitutionnel), Eleven Publishers, La Haye, 2017 (dir.)
- The impact of the ECHR on Democratic Change in Central and Eastern Europe (L'incidence de la CEDH sur le changement démocratique en Europe centrale et orientale), Cambridge University Press, Cambridge, 2016 (dir.)
- Les doctrines internationalistes pendant les années de communisme réel en Europe, UMR de droit comparé, Éditions de la Société de législation comparée, Sorbonne, 2012 (prix des éditeurs français) (dir.)
- La démocratie en Europe unie, Humanitas, Bucarest, 2012
- Manuel d'analyse de la politique étrangère, Polirom, Bucharest, 2010 (dir.)
- Women's rights as human rights from universal to regional (Les droits de la femme : de l'universel au régional en matière de droits de l'homme) – Mélanges en l'honneur du juge Bhagwati, Éditions de l'Université de Bucarest, Bucarest, 2009 (dir.)
- Théorie des relations internationales : Sources de philosophie politique et morale, Paideia, Bucarest, 2001
- L'Union européenne : le droit et la politique de l'élargissement à l'Est, Paideia, Bucharest, 2001
- Le recours à la force dans le droit international. Exceptions de l'article 2 par. 4 de la Charte de l'ONU dans la pratique du Conseil de sécurité, Babel, Bucarest, 1997 (préface du Professeur Maurice Flory)
- Droit international public, Éditions de l'Université de Bucarest, Bucarest, 1996 (dir.)

Articles :

- The ECHR and the UN Human Rights Committee: Je T'Aime Plus, Moi Non-Plus - Some Remarks about Correia de Matos v. Portugal and the Right to Defend Oneself in Person (La CEDH et le Comité des droits de l'homme de l'ONU: Je t'aime, moi non plus – Quelques remarques sur Correia de Matos c. Portugal et le droit de se défendre soi-même), in E. Decaux, I. Motoc (dir.), Justice et droits de l'homme, Pedone, Paris, 2019 (coauteur)
- The ECHR and Responsibility of the State: Moving Towards Judicial Integration: A View from the Bench (La CEDH et la responsabilité de l'État : vers l'intégration judiciaire : le point de vue du juge), in A. van Aaken, I. Motoc (dir.), The ECHR and the General International Law, Oxford University Press, Oxford, 2018 (coauteur)
- Conceptions of pluralism and international law (Conceptions de pluralisme et droit international), in E. Jouannet, H.R. Fabri, V. Tomkiewicz, What is international law for, Proceedings of the European Society of International Law (ESIL), Hart Publishing, Oxford, 2008
- The UN special state rapporteurs (Les rapporteurs spéciaux des Nations unies), in E. Decaux, Les Nations unies et les droits de l'homme, Pedone, Paris, 2006

- The Responsibility of State and the Individual: Controversial aspects of the right to democracy (La responsabilité de l'État et l'individu: aspects controversés du droit à la démocratie), in K. Koufa (dir.), The Responsibility of the State, Courses of the Academy of International Law, Thesaurus Acroasium, Sakkoulas, Thessaloniki, 2006
- Taking Democracy Seriously: The Normative Challenges to the International Legal System (Prendre la démocratie au sérieux: les défis normatifs pour le système juridique international), in Stefan Griller (dir.) International Economic Governance and Non-Economic Concerns New Challenges for the International Legal Order, Springer, New York, 2003 (coauteur)
- Governance without Government: The Normative Challenge of International Law (La gouvernance sans gouvernement: le défi normatif du droit international), in A. Stone Sweet et al (dir.), Citizenship and New Powers in a Global Society, Calouste Gulbekian, Lisabona, 2000 (coauteur)
- La prévention et la répression du génocide et le concept de justice: droit international entre lege ferenda et utopie, in K. Boustany, D. Dormoy (dir.), Génocide(s), Bruylant, Bruxelles, 1999
- The Rule of Law and Moral Law in International Relations: Common Sense, Political Realism, Skepticism (L'état de droit et le droit moral dans les relations internationales: sens commun, réalisme politique, scepticisme), in R. Gerin, P. Jedlikova (dir.), A Decade of Transformation, IWM, Vienna, 1999
- Neither right nor power, or when semi-presidentialism passes to East (Ni droit ni pouvoir, ou quand le semi-présidentialisme passe à l'Est), in A. Giovannelli (dir.), Il semipresidenzialismo, dall'arcipelago europeo al dibattito italiano, Giappichelli, Turin, 1999 (coauteur)
- Motoc, Iulia i Sanchez Cano, Javier, "Las operaciones de mantenimiento de la paz de las Naciones Unidas en la Posguerra fría", Agenda ONU: Anuario de la Asociación de Naciones Unidas en España, 1998
- Le pouvoir d'interprétation du Conseil de sécurité, Journal roumain de sciences juridiques, 1/1996
- La création d'un tribunal international pour l'Ex-Yougoslavie, Journal roumain de droit humanitaire, 1/1995
- L'indépendance et l'impartialité du système judiciaire dans la Convention européenne des droits de l'homme, Revue roumaine des droits de l'homme, 10/1995

SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES

- Décembre 2022: La protection des témoins dans le système de la CEDH, Cour Pénale Internationale, Assemblée des États parties, La Haye
- Mai 2021: Traditions d'Europe centrale en droit international, Approches européennes du droit international dans une perspective historique, Institut universitaire européen, Florence
- Avril 2021: L'indépendance du pouvoir judiciaire et les droits de l'homme, Connecticut
- Février 2020: Les droits des femmes au 21e siècle: évolution et défis en droit international et européen, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg
- Mai 2019: Impunité et droits de l'homme, Eurojust, La Haye
- Avril 2019: Justice et perspective de genre, Madrid
- Décembre 2018: Droit international et européen et les défis de l'état de droit, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg
- Octobre 2018: Les organes des traités de l'ONU, Faculté de droit, Université Emory, Atlanta
- Juin 2018: La confiscation en l'absence de condamnation et la Cour européenne des droits de l'homme, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca
- Juin 2018: L'indépendance et l'impartialité du système judiciaire et l'état de droit, Barreau d'Alba Iulia
- Mars 2018: La déclaration de Copenhague, Université Roma Tre, Rome
- Octobre 2017: La Convention européenne des droits de l'homme et les migrations, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg
- Novembre 2016: L'impact de la Cour européenne des droits de l'homme et la jurisprudence du changement démocratique et du développement en Europe de l'Est, Cour suprême de Lituanie, Vilnius
- Septembre 2016: Chaire du groupe de droit international, conférence ESIL, Graduate School, Université de Riga
- Février 2016: La Convention européenne des droits de l'homme et les crimes du passé (en collaboration avec les juges de la CPI)
- June 2015: La Convention européenne des droits de l'homme et le droit international général, ESIL - Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg
- Octobre 2014: Lustration et droits de l'homme, Université Charles de Prague

• Septembre 2014: Problème systémique de la justice du point de vue d'un juge international, Ljubljana • Juin 2014: Anti-libéralisme et droit international, Les approches des gouvernements libéraux et illibéraux au droit international, Université de Tartu, Estonie • 2013: Droit international et droit interne, ESIL, Bucarest • 2012: L'incidence de la Cour européenne des droits de l'homme sur la jurisprudence du changement et du développement démocratiques en Europe orientale, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg • 2008: Les droits de la femme : de l'universel au régional en matière de droits de l'homme, Bucarest • 2008: Enfants handicapés : la perspective des droits de l'homme, Nations unies • Janvier 2008: Droit européen, droit international, Réunion de la Société américaine de droit international, Washington DC • 2007: Cinéma et droits de l'homme, Columbia, New York • 2007: Principes concernant l'extrême pauvreté, Nations unies, New York • 2007: Génétique et droit international, Section de droit international du Barreau du Connecticut, Connecticut • 2006: Vespasian Pella et la création du droit pénal international, Université Humboldt de Berlin et Université de Tartu, Tartu • 2006: Le pluralisme en droit international, ESIL, Paris I Sorbonne • 2005: Pauvreté et droits de l'homme, le cas européen, Rio de Janeiro • 2004: Enfants et violations massives des droits de l'homme, UNCHR, Yaoundé, Cameroun • 2004: Administration de la justice et des droits de l'homme, Pune, Inde • 2003: Droit international et théorie politique, échappant au Panopticon, Université de New York • 2003: Les femmes et l'administration de la justice, Penang, Malaisie • 2001: Le rôle des femmes dans la magistrature, Hakone, Japon • 2000: Droits des femmes en Europe de l'Est, Parlement européen, Bruxelles
APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES
• Depuis 2021: Membre de l'Institut de droit international (créé en 1873 ; Prix Nobel) • Depuis 2018: Membre de la Société britannique de droit international et de droit comparé • Depuis 2017: Membre de la Société française pour le droit international • Depuis 2016: Membre à vie de la Société européenne de droit international • 2005-2009: Membre du conseil de la Commission internationale de juristes • 2007-2008: Membre de la branche roumaine du Groupe de travail sur les biotechnologies et le droit international, Association de droit international • Depuis 2006: Membre de la branche roumaine de l'Association de droit international • 2004-2008: Membre du conseil d'administration de la Société Européenne de droit international
DISTINCTIONS REÇUES
• 2012: Ordre national de l'ordre de l'Étoile de Roumanie (la plus haute décoration roumaine, grade de chevalier) • 2010: Ordre de Saint Constantin et Sainte Hélène • 2004-2007: Bourse de l'Université de Yale • 2003: Bourse Fulbright • Janvier 1990, juillet 1999: Bourse Mellon • 1990-1995: Boursière de l'État français • 2023: Certificat d'honneur du Ministère des Affaires étrangères du Japon • 2021: Meilleure opinion séparée d'un Juge à la CEDH - Strasbourg Observers
INTÉRÊTS PERSONNELS
Droits des victimes, littérature mondiale, philosophie, histoire de l'art et musique